

MISE À JOUR DE L'AUTOMNE 2018 DU PLAN ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC

Le 3 décembre 2018

Le nouveau gouvernement garde le cap

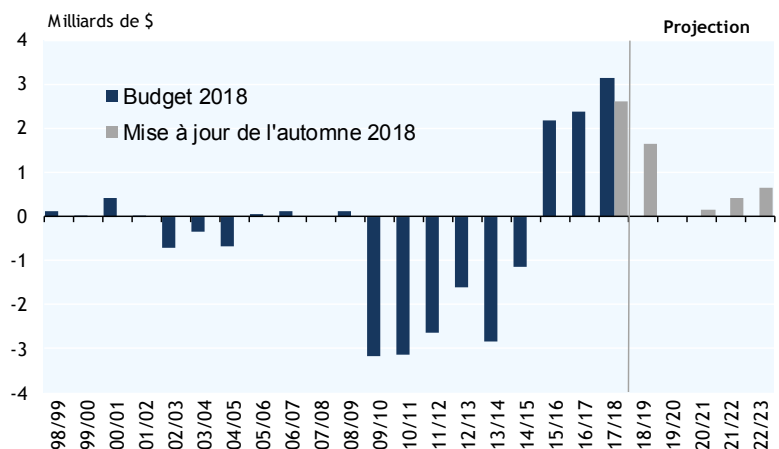
- Un excédent budgétaire de 1,7 milliard de dollars est attendu pour 2018-2019.
- La mise à jour inclut des allègements fiscaux pour les familles, les aînés et les entreprises d'une valeur de 3,3 milliards de dollars sur cinq ans, y compris l'amortissement accéléré des dépenses en immobilisations.
- D'ici le printemps 2019, huit milliards seront retirés du Fonds des générations pour rembourser des emprunts sur les marchés financiers.
- L'objectif visant la réduction du ratio de la dette brute à 45 % du PIB d'ici 2025-2026 sera réalisé plus tôt, soit d'ici 2020-2021

Quebec Éric Girard, le ministre des Finances du Québec, a donné aujourd'hui un aperçu de l'orientation du gouvernement de la Coalition Avenir Québec au regard des finances de la province. Sa politique ne tranche pas vraiment avec ce à quoi l'administration libérale précédente nous avait habitués. Les excédents et les dépenses prudentes restent donc à l'ordre du jour. La mise à jour budgétaire présente les premières étapes qu'accomplira ce nouveau gouvernement pour remplir ses promesses électorales. Il a redonné de l'argent aux familles, aux aînés et aux entreprises à hauteur de 3,3 milliards de dollars sur cinq ans. Cette décision ne compromet toutefois pas l'équilibre budgétaire. En fait, le ministre Girard s'attend à un excédent de 1,7 milliard de dollars pour l'exercice en cours, alors que le budget de mars 2018 des libéraux n'en prévoyait aucun (selon les suivis mensuels depuis le dépôt du budget, qui indiquaient des montants très élevés).

Les projections budgétaires sont restées relativement stables pour les deux prochaines années, faisant état d'un déficit nul en 2019-2020 (inchangé) et d'un léger excédent de 0,2 milliard de dollars en 2020-2021 (une révision légèrement à la hausse, comparativement à zéro auparavant).

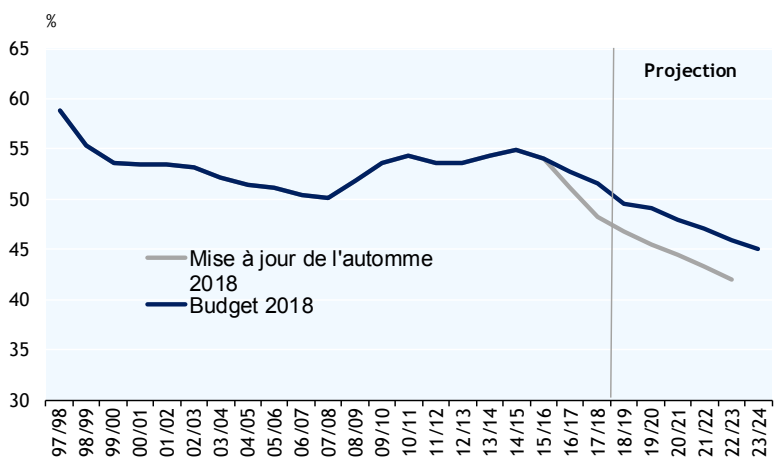
Fait à noter, le ministre Girard a annoncé que son gouvernement accélérerait le remboursement de la dette provinciale entrepris par l'administration précédente. Le gouvernement de la CAQ utilisera les huit milliards de dollars tirés du Fonds des générations (dont la valeur s'établissait à 12,8 milliards de dollars au 31 mars 2018)

Solde budgétaire du gouvernement du Québec



Source: Ministère des Finances du Québec, Recherche économique RBC

Dette en % du PIB



Source: Ministère des Finances du Québec, Recherche économique RBC



pour rembourser des emprunts sur les marchés financiers d'ici le printemps prochain, puis remboursera 2 milliards de dollars additionnels d'ici le printemps 2020. Selon la mise à jour budgétaire, le gouvernement économisera une somme supplémentaire de 332 millions de dollars en versements au titre du service de la dette sur cinq ans, alors que le calendrier précédent prévoyait un remboursement de 2 milliards de dollars par année entre 2018-2019 et 2022-2023.

	Hypothèses économiques					
	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Croissance du PIB réel (%)						
Mise à jour de l'automne 2018	2,8	2,5	1,8	1,5	1,3	1,3
Budget du Québec 2018	3,0	2,1	1,7	1,5	1,3	1,3
RBC	3,0	2,4	1,5	-	-	-
Croissance du PIB nominal (%)						
Mise à jour de l'automne 2018	5,0	4,4	3,5	3,2	3,0	3,0
Budget du Québec 2018	4,4	3,5	3,3	3,2	3,0	3,0
RBC	5,1	4,2	3,8	-	-	-

Il importe peut-être encore davantage de souligner que le gouvernement se trouve actuellement en position de dépasser les objectifs de remboursement de la dette établis par le gouvernement précédent. La mise à jour d'aujourd'hui indique que l'objectif visant la réduction du ratio de la dette brute à 45 % du PIB d'ici 2025-2026 sera réalisé d'ici 2020-2021. Cette évolution témoigne du redressement remarquable de la situation budgétaire du Québec au cours des cinq dernières années. Nous sommes ravis de constater que le nouveau gouvernement est lui aussi prêt à s'attaquer au fort endettement de la province.

Source : Ministère des Finances du Québec, Recherche économique RBC

Le ratio de la dette nette, qui était de 42,3 % à la fin de 2017-2018, devrait atteindre 40,2 % à la fin de 2018-2019, puis continuer de reculer pour s'établir à 35,2 % d'ici 2022-2023.

Le programme de financement du gouvernement est fixé à 12,3 milliards de dollars pour 2018-2019, soit une baisse de 1,1 milliard de dollars par rapport aux prévisions du budget de mars 2018.

En ce qui a trait aux mesures fiscales annoncées aujourd'hui, le gouvernement alloue 1,7 milliard de dollars aux familles et aux aînés sur cinq ans. Elles incluent une augmentation des allocations familiales pour le deuxième et le troisième enfant, le gel du coût des services de garde subventionnés et un nouveau crédit d'impôt pour les aînés de 70 ans et plus. D'autres mesures d'une valeur de 1,6 milliard de dollars sur cinq ans ciblent les entreprises, notamment l'amortissement accéléré de certains types de matériel (p. ex., matériel informatique, matériel de fabrication ou de traitement, équipement de production d'énergie propre), ainsi que la propriété intellectuelle.

Sommaire des opérations budgétaires consolidées

(en millions de dollars)

	Prévisions					
	2017/18	2018/19	2019/20	2020/21	2021/22	2022/23
Revenus budgétaires	82 078	84 431	87 064	89 823	92 541	95 505
Dépenses	79 576	83 368	86 440	89 068	91 546	94 239
Dépenses de programmes	72 428	76 490	79 683	82 297	84 912	87 568
Service de la dette	7 148	6 878	6 757	6 771	6 634	6 671
Résultats nets des entités consolidées	2 413	3 438	1 975	2 182	2 458	2 729
Provision pour éventualités	-	-	100	100	100	100
Surplus (déficit)	4 915	4 501	2 499	2 837	3 353	3 895
Versement des revenus dédiés au Fonds des générations	(2 293)	(2 851)	(2 499)	(2 687)	(2 953)	(3 245)
SOLDE BUDGÉTAIRE AU SENSE DE LA LOI	2 622	1 650	-	150	400	650
SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE						

Sources: Ministère des Finances du Québec, Recherche économique RBC

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royal du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.